

**Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale du Loiret

Affaire suivie par : [REDACTED]

Tél : 02 38 25 01 24

Courriel : ud45.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Vérifiée par : [REDACTED]

2022_SWISS-KRONO_Sully_RAPREF_report-IED_Rr.odt

AIOT : 0010004585 – affaire : Report dérogation IED

VAT 20220668

Orléans, le 23 novembre 2022

Installations classées

Société SWISS KRONO

Commune de Sully-Sur-Loire

***Dossier de demande de dérogation IED / demande
de délai supplémentaire***

Rapport de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète du Loiret

Par courriers des 31 mars et 20 mai 2022, la société SWISS KRONO SAS a adressé à madame la préfète du Loiret le dossier de demande de dérogation au BREF « WBP » (« fabrication de panneaux à base de bois ») pour le report de la date d'application.

Suite au rapport de l'inspection du 21 juin 2022, le dossier a été soumis à consultation.

I. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

La directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 dite IED (Industrial Emissions Directive), relative aux émissions industrielles est issue de la fusion de sept directives dont la directive IPPC – directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleurs techniques disponibles (MTD) dans l'exploitation des activités concernées. Les MTD doivent être le fondement de la définition des valeurs limites d'émission (VLE) et des autres conditions de l'autorisation ;
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation ;
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui décrit dans un « rapport de base » décrivant l'état du sol et des eaux souterraines, qui sera utilisé lors de la mise à l'arrêt définitif.

Cette directive prévoit que les conditions d'autorisation doivent être fondées sur les MTD. Pour cela, elle prévoit l'élaboration de documents de référence. Ces derniers sont dénommés BREF (Best available techniques reference document). La partie des BREF correspondant aux MTD fait l'objet d'un document appelé « conclusions sur les MTD » publiées au J.O de la commission européenne.

En particulier, les valeurs limites d'émission (VLE) définies dans les arrêtés d'autorisation d'exploiter doivent garantir que les émissions n'excèdent pas, dans des conditions normales d'exploitation, les niveaux d'émission associés aux MTD définies dans les conclusions sur les MTD » (article R.515-67 du code de l'environnement).

Il est prévu un réexamen régulier des conditions d'autorisation des installations concernées par cette directive et, si nécessaire, une réactualisation de ces conditions. Le réexamen est déclenché par l'adoption des conclusions sur les MTD.

Suite à la publication au JOUE, un délai de 4 ans est accordé aux exploitants pour se mettre en conformité vis-à-vis des nouvelles MTD. Les articles R.515-70 et suivants du Code de l'Environnement précisent les modalités de réexamen de ces établissements et l'article R.515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'établissement SWISS KRONO de Sully-Sur-Loire est soumis aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive IED.

En application de cette directive, l'exploitant a proposé à M. le préfet du Loiret, par courrier en date du 29 octobre 2013, d'appliquer à son établissement comme rubrique principale la rubrique 3610-c « Fabrication de panneaux à base de bois ». Ceci a été acté par courrier préfectoral du 26 décembre 2013.

Les conclusions sur les MTD associées à cette rubrique sont celles du document BREF intitulé WBP « Fabrication de panneaux à base de bois ».

La parution le 24 novembre 2015 au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision établissant les conclusions sur les MTD associées à la rubrique 3610-c a déclenché le réexamen des conditions d'exploitation du site de SWISS KRONO et a imposé à l'exploitant la remise sous 12 mois du dossier de réexamen prévu à l'article R.515-71 du Code de l'Environnement.

Selon le calendrier de ce BREF, la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles et des niveaux d'émission admissibles a pris effet au 24 novembre 2019.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2021 acte une dérogation au niveau d'émission pour le paramètre « poussières » des sècheurs OSB à 100 mg/Nm³ (au lieu de 30 mg/Nm³ maximum admissibles) jusqu'au 24 novembre 2022.

II. ACTIVITÉS, PROCÉDÉS ET PÉRIMÈTRES IED

Le site appartient au groupe SWISS KRONO créé en 1966 dont le siège social est basé à Menznau, près de Lucerne en Suisse. Le groupe est l'un des principaux fabricants mondiaux de matériaux en bois, non seulement avec la conquête de nouveaux marchés, mais aussi grâce au développement permanent de nouveaux produits. Le groupe SWISS KRONO emploie actuellement environ 5100 personnes dont environ 350 à Sully-sur-Loire. Pour le site, le chiffre d'affaires était de 179 M€ en 2018.

L'usine de Sully-sur-Loire est spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules bruts et transformés (mélaminés) et de panneaux et dalles Oriented Standard Board (OSB). Elle est implantée sur près de 52 ha parmi un ensemble foncier appartenant à la société de plus de 138 ha. Elle comprend 10 ha de bâtiment et 12 ha de parc à bois. En 2021, l'usine a produit 785 489 m³ de panneaux en bois. Elle comprend principalement une ligne de fabrication en continu de panneaux à particules et une ligne de fabrication en continu de panneaux OSB.

Les activités exercées par la société SWISS KRONO SAS sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 10 mars 2020, l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2018 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2021.

II.1 Rubriques de la nomenclature ICPE

Les activités de la société SWISS KRONO SAS relèvent du régime de l'autorisation mentionné à l'article L. 512-1 pour les rubriques 1532, 2415, 2661, 2910, 2915, 3110, 3610 (rubrique principale IED), 3700 et du régime de l'enregistrement et de la déclaration pour diverses autres rubriques.

III. DEMANDE DE DÉROGATION

La demande de dérogation initiale portant sur le report de 3 ans de la date d'application du BREF WBP fixée au 24 novembre 2019, concernant la NEA-MTD 17 en poussières, uniquement pour la fabrication des panneaux OSB a été accordée le 15 avril 2021.

Le premier report demandé en 2019 était lié à un projet global sociétal et environnemental portant sur 3 volets :

- l'abandon de la mise en œuvre d'un électrofiltre par voie humide en sortie des 2 sécheurs à tambour rotatif haute température (330 °C) pour novembre 2019 qui permettait de traiter les poussières en sortie de ces derniers uniquement ;
- le remplacement de ces 2 sécheurs à tambour rotatif par 2 sécheurs à bande basse température (120 °C) permettant de réduire à la fois les émissions de poussières et les émissions de COV en sortie de ces derniers sans traitement supplémentaire. Le sécheur à bande est composé de 2 niveaux : la matière circule sur un 1^{er} niveau dans le bas de l'installation puis est convoyée sur le 2^{ème} niveau pour finaliser le séchage des lamelles de bois ;
- le remplacement du foyer à biomasse existant par une chaudière biomasse de dernière génération plus économe en énergie et permettant de créer une source d'énergie pour le fonctionnement des sécheurs à bande.

Ces étapes sont suivies d'une augmentation de production de la ligne OSB de 37,5 %.

Le projet de remplacement des 2 sécheurs et de la chaudière biomasse (Green Energy) a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2021.

Le présent dossier concerne une demande de dérogation avec une demande de délai supplémentaire d'environ 1 an et 7 mois (par rapport au délai de 3 ans déjà accordé) soit jusqu'au 1^{er} juillet 2024.

Les caractéristiques de la demande sont les mêmes que la demande de dérogation initiale, elles sont résumées dans le tableau ci-après.

Paramètre concerné	Émission de poussières	
NEA MTD correspondante	NEA MTD 17 – Poussières – Panneaux OSB – séchoir direct	3-30 mg/Nm ³
VLE	Avant travaux	55 mg/Nm ³ en moyenne
	Après travaux	< 10 mg/Nm ³
	VLE AP du 28/12/2021 - valeur jusqu'au 24/11/2022	100 mg/Nm ³
	- valeur à partir du 25/11/2022	10 mg/Nm ³
Durée de dérogation demandée	VLE AM du 02/02/1998	40 mg/Nm ³
	3 ans + 1 an et 07 mois	24/11/22 1 ^{er} juillet 2024

III.1 Justification de l'origine de la demande

La demande initiale est motivée par un projet industriel de grande ampleur visant notamment à remplacer les deux sécheurs à tambour rotatif haute température (330°C) par des sécheurs à

bande basse température qui est un procédé moins émissif (poussières, COV) et économe en énergie.

Cette solution vient se substituer à la solution initialement prévue dans le dossier de réexamen initial de 2016 (électrofiltre voie humide) fortement consommatrice d'eau et qui nécessitait la création d'un nouveau forage sur le site (prélèvement évité d'environ 168 000 m³/an).

Cette solution correspond à la mise en œuvre d'une MTD, sans les inconvénients présentés par la mise en place d'un électrofiltre. Elle contribue aussi à notablement réduire le risque incendie au niveau des installations de séchage OSB.

La nouvelle demande de délai de dérogation fait suite au contexte de pandémie internationale qui a eu pour conséquence de mettre en suspend les décisions des actionnaires et qui allonge les délais de fabrication des installations de par la pénurie de certaines matières premières et de par le report de nombreux projets qui concentre les demandes sur les prochaines années.

De ce fait, les sècheurs à bande, basse température qui permettent de réduire les émissions de poussières ne pourront pas être mis en service avant le 24 novembre 2022 (délai initial accordé). Ils pourraient être mis en service à compter du 08 décembre 2023. Cependant, la chaudière biomasse les alimentant à terme ne sera mise en service que le 1^{er} juillet 2024.

Durant la période transitoire (entre le 08/12/2023 et le 31/03/2024), l'exploitant a étudié dans son dossier l'opportunité de faire fonctionner les nouveaux sècheurs et ainsi respecter les NEA-MTD du BREF pour les poussières en alimentant les sècheurs avec la chaudière de secours et les turbines à gaz actuellement présentes sur le site. Cette solution engendrerait un surcoût supplémentaire non-supportable du point de vue économique (cf ci-dessous). De ce fait, il a choisi de demander une dérogation pour les poussières jusqu'au 1^{er} juillet 2024.

Le dossier transmis comprend :

- le dossier de demande de dérogation dont l'évaluation technico-économique de la demande ;
- un résumé non technique de la demande ;
- l'expression de la demande de dérogation ;
- un descriptif des procédés et des émissions ;
- la justification de l'origine de la demande ;
- 10 annexes : l'évaluation des risques sanitaires et des impacts de septembre 2019, l'engagement du constructeur IMAL des sècheurs basse température sur une concentration en poussières inférieure à 10 mg/Nm³ sur chaque cheminée, le planning de mise en œuvre des nouveaux sècheurs, le planning de mise en œuvre de la chaudière biomasse, le détail des coûts et des émissions (5 documents), le rapport d'étude de lig'air de mars 2020.

III.2 Techniques de réduction d'émission et éléments technico-économiques

L'instruction du dossier est réalisée selon les dispositions de l'article R. 515-68 du code de l'environnement et du guide de demande de dérogation d'octobre 2017. Ce dernier indique qu'une demande de délai supplémentaire au-delà de 4 ans à compter de la parution des MTD doit faire l'objet d'une demande de dérogation mais dont la démonstration doit être proportionnée aux enjeux environnementaux et sanitaires.

III.3 Techniques de réduction d'émission et éléments technico-économiques

Le tableau ci-dessous issu du dossier de demande de dérogation permet de comparer les coûts et gains environnementaux entre la mise en service des nouveaux sècheurs en décembre 2023 avec celle finalement retenue au 1^{er} juillet 2024 par rapport à la mise en service initialement prévue au 25 novembre 2022 :

		Report jusqu'au 1 ^{er} juillet 2024 Scénario A	Report jusqu'à décembre 2023 Scénario B
Coût supplémentaire*		0 €	50,9 M€
Rejets atmosphériques	Poussières	+ 80 tonnes	+ 47 tonnes
	COV	- 695 tonnes	- 454 tonnes
	CO ₂	- 33 166 tonnes	+ 10 864 tonnes
	NO _x	+ 50 tonnes	- 9 tonnes
Energies	Eau	+ 16 625 m ³	+ 10 500 m ³
	Electricité	- 6 564 MWh	- 4 146 MWh
Autres	Produits adjuvants	0	0
	Ecorces	0	+ 3 002 tonnes
	Poussières	0	+ 6 959 tonnes

** les coûts sont uniquement ceux induits par le gaz (basés sur une estimation à 90€/MW) et par le traitement des déchets (écorces : estimé à 18€/t et poussières à 49€/t). En se basant sur les coûts du gaz en mars 2022 (123€/MW), le surcoût serait de 62,66 M€*

Le report de la dérogation jusqu'au 08 décembre 2023 (date de disponibilité des nouveaux sècheurs basse température) par rapport à la dérogation jusqu'au 01 juillet 2024 (date de disponibilité de la nouvelle chaudière biomasse) induit un coût supplémentaire à hauteur de 51 M€, liés à la consommation de gaz naturel (cette estimation étant basée sur le coût du gaz avant la crise liée à la guerre en Ukraine). Pour mémoire, le coût du projet est d'environ 88 M€ à ce jour. Ce coût sera ajusté en fonction des négociations en cours avec le chaudiériste.

C'est sur la base de ces éléments que l'exploitant sollicite une dérogation jusqu'au 1^{er} juillet 2024.

Le tableau ci-dessus met en évidence que **la nouvelle demande de report de délai de la dérogation est à l'origine de 80 tonnes supplémentaires de poussières rejetées dans l'environnement (par rapport à la mise en place des nouveaux équipements au 25 novembre 2022).**

IV Etude des risques sanitaires

Concernant les impacts sanitaires éventuels de la poursuite de fonctionnement pendant 3 ans de l'usine dans sa configuration actuelle, il convient de signaler qu'aucun impact sanitaire n'est aujourd'hui identifié autour de l'usine (cf. ERS de septembre 2019). Comme la VLE qui fait l'objet de la demande de dérogation concerne une situation qui a déjà fait l'objet d'une ERS récente, dans les mêmes conditions de fonctionnement et sans changement des usages ni des populations à proximité de l'installation, les hypothèses de l'ERS sont toujours d'actualité (l'ERS de 2021 qui concerne le projet de nouveaux sècheurs et nouvelle chaudière biomasse reprend les mêmes cibles).

L'usine reste le plus gros émetteur régional de poussières. Le site a fait l'objet d'une surveillance à fréquence annuelle (d'une durée de prélèvement d'environ un mois) des retombées de poussières et des métaux dans son environnement en 7 points de prélèvement différents autour du site entre 2013 et 2018. Les valeurs mesurées sont presque exclusivement situées sous la valeur seuil de 150 mg/m²/j définie par l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air Air Languedoc comme un taux d'empoussièrement faible. Pour mémoire, deux mesures en 2017 dépassent ce

seuil (à l'entrée et dans la zone d'activité voisine) avec 152 et 237,6 mg/m²/j, sans aller au-delà du seuil de 250 mg/m²/j correspondant à un niveau d'empoussièrement fort.

Néanmoins, ces éléments ne permettent pas d'apprécier les enjeux sanitaires. Ainsi, conformément à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a fait réaliser en mars – avril 2020 :

- par l'APAVE, une modélisation des retombées de poussières pour identifier les zones de retombées maximales dans l'environnement du site,
- par Lig'air, une campagne de mesure de poussières PM_{2,5} et PM₁₀ en suspension sur la zone d'impact du site.

Cette dernière met en évidence que, ponctuellement, des niveaux de particules plus importants que sur les sites permanents de Lig'air ont pu être mesurés sur le site de Sully-Sur-Loire. Toutefois, l'impact de ces pics de particules est faible (concentrations mesurées inférieures au seuil d'objectif de qualité du décret n°2010-1250) et ne se ressent pas sur les niveaux journaliers (niveaux soumis à des références réglementaires).

Compte tenu que l'étude LIG'AIR concluait en indiquant que les résultats de cette étude n'étaient pas représentatifs d'une année type, il a été recommandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne de mesures. En effet, la précédente campagne a été réalisée du 4 mars au 6 avril 2020 incluant la période de confinement débutée le 17 mars et l'arrêt de la ligne panneaux de particules à partir du 28 mars.

Dans son courrier du 31 mars 2022, l'exploitant précise qu'une nouvelle campagne de mesure sera lancée en mai 2022. Le rapport d'étude suite à la campagne de mesure de polluants atmosphériques réalisée du 21/04/2022 au 19/05/2022 par Rincent Air a été transmis le 08/06/2022. Cette étude conclut que les concentrations en PM_{2.5} sont liées aux émissions du secteur résidentiel et du transport routier et conclut à un impact potentiel du site sur les concentrations en PM₁₀. Cela se traduit par l'apparition de pics de courtes durées. Néanmoins, les concentrations en moyenne journalière restent toutes inférieures aux valeurs réglementaires du décret n°2010-1250 (50 µg/m³ en moyenne journalière pour les PM₁₀, valeur de la qualité de l'air ambiant au niveau national, basée sur valeur OMS), et même en-deçà de l'objectif de qualité qui est de 30 µg/m³.

Pour mémoire, l'article 9.2.2 de l'APC du 28/12/2021 prévoit : « L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. L'exploitant doit assurer une surveillance annuelle de la qualité de l'air pour les poussières (PM₁₀ et PM_{2,5}) et pour les composés organiques pris en compte dans l'ERS. ». Dans ce cadre, il a fourni son projet de programme de surveillance. Il prévoit une mesure annuelle en avril en continu analyseur Fidas pendant 2 semaines PM₁₀ et PM_{2,5} au point H2 (point cible le plus impacté le plus proche d'après la dernière modélisation APAVE). Ce programme n'étant pas suffisant (nombre de points, durée), il a fait l'objet de demande de compléments. L'objectif est de valider le programme définitif d'ici la fin de l'année.

Pour mémoire, l'étude des risques sanitaires de 2021 évalue comme acceptable l'impact sanitaire des installations projetées (sécheurs basse température, chaudière biomasse notamment).

V. Consultations

V.1 Consultation du public

En application du I de l'article L.515-29 du Code de l'Environnement, le dossier a été soumis à une consultation du public du 26 août au 22 septembre 2022.

Conformément au II de l'article L. 515-29 du Code de l'Environnement, cette consultation a pris la forme d'une mise à disposition du public des informations, fournies par l'exploitant,

nécessaires au réexamen des conditions d'autorisation de l'installation. Elle a été réalisée conformément aux dispositions des articles R. 515-77 et R. 515-78 du Code de l'Environnement.

Les communes concernées en application du II-1° de l'article R.515-77 du Code de l'Environnement ont été les suivantes :

- Sully-Sur-Loire,
- Saint-Aignan-le-Jaillard,
- Saint-Père-Sur-Loire,
- Viglain,
- Villemurlin.

Un registre a été mis à disposition en mairie de Sully-Sur-Loire, commune d'implantation de l'établissement. Il ne comporte aucune observation.

Un courriel a été adressé le 21 septembre 2022 par un particulier résidant à Sully-Sur-Loire à 2 km au nord du site. Dans ce dernier, il explique subir des pollutions très importantes par les rejets de poussières, par les odeurs et par le bruit. L'exploitant a apporté ses réponses par courrier du 13 octobre 2022.

Pollution par les poussières

Concernant les poussières, le riverain décrit des particules brunes extrêmement fines qui recouvrent les objets intérieurs et extérieurs. Il explique que les seuils normatifs sont souvent dépassés. Il s'appuie sur une étude de l'INRS pour mettre en avant le caractère cancérigène des poussières de bois auprès des travailleurs des menuiseries et scieries. Il souhaiterait qu'une étude épidémiologique soit menée.

Il s'interroge sur l'indépendance du bureau d'étude qui a réalisé l'évaluation des risques sanitaires, sur la représentativité des mesures réalisées en 2020 en plein confinement.

L'exploitant explique que :

- les nouveaux sècheurs permettront de réduire les émissions de poussières. En complément, il précise que les mesures dans l'environnement (Lig'air 2020 montrent qu'il n'y a pas d'impact du site) ;
- l'évaluation des risques sanitaires a été faite par un cabinet d'expertise indépendant.

Concernant la représentativité des mesures faites dans l'environnement du site au moment du confinement de 2020, l'exploitant précise que la commande avait été faite plusieurs mois avant la réalisation et que le site était en fonctionnement sur cette période (60 % de la période de mesure est représentative du fonctionnement du site). Il ajoute que les 2 études (la 2^{ème} menée au printemps 2022) montrent que le site n'est pas contributeur des pollutions en PM10 et PM2,5.

- Analyse et propositions de l'inspection

Concernant les impacts sanitaires éventuels de la poursuite de fonctionnement de l'usine dans sa configuration actuelle, il convient de signaler que le risque associé à l'impact sanitaire identifié aujourd'hui autour de l'usine est évalué comme acceptable (cf. ERS de septembre 2019).

Par ailleurs, le rapport d'étude suite à la campagne de mesure de polluants atmosphériques réalisée du 21/04/2022 au 19/05/2022 par Rincet Air conclut que les concentrations en PM2.5 sont liées aux émissions du secteur résidentiel et du transport routier et conclut à un impact potentiel du site sur les concentrations en PM10 (contrairement à ce qu'indique l'exploitant ci-dessus). Cela se traduit par l'apparition de pics de courtes durées. Néanmoins, les concentrations en moyenne journalière restent toutes inférieures aux valeurs réglementaires du décret n°2010-1250 (50 µg/m³ en moyenne journalière pour les PM10, valeur de la qualité de l'air ambiant au niveau national, basée sur valeur OMS), et même en deçà de l'objectif de qualité qui est de 30 µg/m³.

L'inspection des installations classées souligne que les installations actuelles posent des problèmes de conformité avec la VLE en poussières des sècheurs actuels, selon l'exploitant du fait de leur vétusté. Dans ce contexte, outre la mise en demeure proposée à la suite de la visite

du 10 juin 2022 dont l'échéance ne peut être raisonnablement que calée sur celle de mise en service des nouveaux sècheurs, il est proposé de renforcer la surveillance de la qualité de l'air pendant la période de dérogation (cf VI ci-après).

Pollution par les rejets odorants

Concernant la pollution par des rejets odorants (COV et autres émanations), le riverain précise qu'une odeur de colle chaude se répand souvent sur Sully-sur-Loire et rend l'air irrespirable. Il constate que les COV émis par les installations ne sont pas précisés dans le dossier. Il en conclut que ces derniers n'ont fait l'objet d'aucune étude et ne sont pas pris en compte.

L'exploitant présente les résultats des mesures de ses rejets en COV qui sont conformes (moyenne annuelle 2022 entre 100 et 150 mg/Nm³ selon les exutoires pour un seuil fixé à 400 mg/Nm³). L'exploitant ajoute que les nouveaux sècheurs permettront de réduire de plus de moitié les rejets en COV sur l'unité OSB.

En tout état de cause, cette remarque est sans lien avec l'objet de la demande de dérogation qui porte sur les rejets en poussières des sècheurs OSB

- Analyse et propositions de l'inspection

L'ERS de septembre 2019 précise que « Les COV émis par les presses proviennent d'une part des COV contenus naturellement dans le bois, d'autre part des liants mis en oeuvre dans le process. ». La dénomination et la composition des produits utilisés comme liant dans la formation des panneaux OSB et PP est également présentée. « Au regard de la composition des produits, ceux pouvant présenter un danger pour la santé, au regard de leur classification ou de leur composition, sont : les produits à base de diisocyanate de diphenylméthane polymérisé (PMDI), les colles à base de formaldéhyde. ». En conséquence, les caractéristiques toxicologiques des composés susceptibles d'être émis par les installations sont bien prises en compte dans l'ERS.

La DREAL n'a été destinataire d'aucune plainte ces dernières années. Le cas échéant, une étude odeurs pourra être demandée à l'exploitant en cas de plainte formalisée et dont l'origine SWISS KRONO serait susceptible d'être suspectée.

En tout état de cause, cette remarque est sans lien avec l'objet de la demande de dérogation qui porte sur les rejets en poussières des sècheurs OSB.

Pollution sonore

Concernant la pollution sonore, le riverain explique qu'il est parfois difficile en été de garder une fenêtre ouverte à cause des bruits de broyage, de roulement qui se font entendre à n'importe quelle heure (très audibles aussi la nuit).

L'exploitant précise que les dernières mesures réalisées au niveau de la zone d'émergence réglementée (à proximité des habitations) sont conformes.

- Analyse et propositions de l'inspection

Dans le cadre du projet green energy, l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/12/2021 prescrit une surveillance des niveaux sonores dans les 6 mois à compter de la mise en service des nouvelles installations est prescrite. Par ailleurs, l'article 6.1.0 Plan de gestion du bruit détaille : « L'exploitant adopte (dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté) et met en oeuvre un plan de gestion du bruit. Ce plan contient a minima :

- un protocole de surveillance du bruit aux limites de l'installation ;
- un programme de réduction du bruit ;
- un protocole prévoyant des mesures appropriées et un calendrier pour réagir aux incidents liés au bruit ;
- un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion auprès des personnes concernées des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés. »

La mise en œuvre de ces prescriptions doivent permettre à l'exploitant de s'engager dans des mesures de réduction du bruit si nécessaire.

En tout état de cause, cette remarque est sans lien avec l'objet de la demande de dérogation qui porte sur les rejets en poussières des sècheurs OSB.

Légitimité de la demande

Le riverain ne trouve pas légitime cette demande de report en argumentant que l'exploitant aurait dû anticiper les travaux. Il met en évidence l'augmentation de la consommation électrique dans le cadre de la demande de report.

S'agissant des surcoûts, l'exploitant explique en prendre une partie à sa charge (surcoût lié au décalage de l'approvisionnement des pièces). Il ne trouve pas opportun d'augmenter la consommation de gaz (énergie fossile).

Concernant l'augmentation de la consommation électrique temporaire attendue, l'exploitant précise que la demande a été faite avant la crise énergétique. Pour autant, il précise que le projet permettra une substitution du gaz naturel (énergie fossile émettrice de CO₂) par de la biomasse et que l'établissement prend les mesures nécessaires pour contribuer à l'effort national sur les mesures de restrictions énergétiques, tout en maintenant l'employabilité de 400 employés directs et plus de 1 200 personnes indirectes.

S'agissant de la transparence, l'exploitant explique que les dirigeants ont pu répondre aux questions des visiteurs à l'occasion des portes ouvertes organisées pendant les journées du patrimoine.

Autres demandes

Le riverain demande à madame la préfète :

- de prendre des sanctions financières si un nouveau report est demandé ;
- suivre de façon plus fréquente et sans informer l'exploitant la quantité de poussière et les polluants rejetés ;
- réaliser des contrôles plus fréquents ;
- procéder à une meilleure information du public.
 - Analyse et propositions de l'inspection

Concernant les sanctions financières en cas de demande de nouveau report, l'inspection précise qu'une demande de délai supplémentaire par rapport au délai de 4 ans à compter de la parution des conclusions sur les MTD de l'activité principale pour respecter les conclusions sur les MTD doit également faire l'objet d'une demande de dérogation selon les termes de l'article R. 515-68 du code de l'environnement. C'est la procédure associée à la présente demande. En cas de non-respect des MTD à l'échéance sans nouveau report de délai accordé, l'exploitant s'expose à une mise en demeure puis, en cas de non-respect, à des sanctions administratives (par exemple : astreinte).

Concernant le suivi des rejets atmosphériques, la prescription de réalisation de campagnes de mesures dans l'environnement supplémentaires est proposée (cf. paragraphe VI). Par ailleurs, des contrôles inopinés des rejets atmosphériques peuvent également être proposés par l'inspection. Pour mémoire, l'autosurveillance qui s'applique à l'exploitant pour ses rejets atmosphériques est détaillée à l'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Ces fréquences de surveillance sont issues des arrêtés ministériels et des MTD qui encadrent les activités du site.

S'agissant de l'information du public, dans le cadre de la présente procédure cette dernière est réalisée en application de l'article L. 515-29 du code de l'environnement.

V.2 Consultation des conseils municipaux

Les conseils municipaux de Sully-Sur-Loire et Viglain ont chacun émis un avis favorable à l'unanimité.

Les conseils municipaux de Saint-Aignan-le-Jaillard, Saint-Père-Sur-Loire et Villemurlin ne se sont pas prononcés.

V.3 Consultation de l'ARS

Dans son avis favorable du 14 septembre 2022, l'ARS :

– précise que le programme de surveillance proposé par l'exploitant prévoit de retenir les composés identifiés dans l'évaluation des risques sanitaires (COVnm ; formaldéhyde et particules) et de réaliser une mesure annuelle en avril pendant 2 semaines au point dit « H2 », soit celui retenu par l'APAVE comme le plus impacté par les rejets lors de sa modélisation de 2020 et situé en zone habitée, à environ 1 km sous les vents dominants. La mesure serait faite par des capteurs en continu pour les particules et par des capteurs à diffusion passive pour le formaldéhyde et les COVnm.

– propose de maintenir le point proposé, et de prescrire la réalisation d'une campagne de mesure par tranche de six mois complète, soit 3 campagnes pour la période de 19 mois, chacune d'une durée minimale de deux semaines et selon les modalités météorologiques proposées par l'exploitant.

VI Avis de l'inspection des installations classées

Le projet présenté par l'exploitant justifiant le délai supplémentaire demandé présente des avantages intrinsèques et importants pour la protection de l'environnement du fait de l'abaissement significatif des températures de fonctionnement :

- une réduction des émissions à la source ;
- une augmentation plus faible de la consommation énergétique (+25 %) que l'augmentation de la capacité de production liée au projet (+37,5 %) ;
- une réduction du risque incendie (important avec le procédé actuel).

Pour autant, au regard des avis de l'ARS et du riverain, il apparaît nécessaire d'encadrer le report de la dérogation IED de prescriptions supplémentaires. La proposition de surveillance semestrielle de l'ARS pendant la période de la dérogation est reprise dans l'article 7 du projet d'arrêté.

VII. PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

En application de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement, le dossier de réexamen comprenant une demande de dérogation sur les niveaux d'émission de poussières, une consultation du public a été menée. Au terme de l'instruction, l'inspection des installations classées propose de modifier certaines prescriptions, en particulier relatives au suivi environnemental.

En conclusion, conformément au R. 515-68-III, l'inspection des installations classées propose aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport, prévoyant l'allongement de la durée de la dérogation.

L'inspectrice de l'environnement



Vu et transmis avec avis conforme à M. le
préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet

du Loiret
Pour le directeur,
La Cheffe du Département
Impacts Santé Déchets



Copies : DREAL/SRCT - UD45